Des militants de l'environnement récompensés

Prix Goldman pour l'Environnement 2011

Partage international nº 274 – Juin 2011

Le prix Goldman pour l'Environnement est la plus prestigieuse récompense au monde pour les écologistes de terrain. Accordé chaque année depuis 1990, ce prix a été décerné à 145 personnes de 80 pays. Chacun des lauréats, choisi parmi les six régions continentales habitées de la planète, reçoit 150 000 dollars. Les lauréats de cette année - originaires d'Allemagne, d'Indonésie, de Russie, du Salvador, des Etats-Unis et du Zimbabwe - constituent « un groupe de leaders émergents courageux qui travaillent contre vents et marées pour protéger l'environnement et leurs communautés. »

Fournir de l'énergie renouvelable

Ursula Sladek, Allemagne – Il y a vingt-cinq ans, la catastrophe de Tchernobyl, en Union soviétique, a produit un nuage radioactif qui s'est rapidement propagé à travers l'Europe. A l'époque, l'Allemagne de l'Ouest comptait presque exclusivement sur l'énergie du nucléaire et du charbon pour faire fonctionner son économie. Un petit nombre de sociétés avait le monopole du marché de l'énergie, contrôlant la plupart des réseaux électriques.

Ursula Sladek, mère de cinq enfants de la petite ville de Schönau en Forêt-noire allemande, a été alarmée par des rapports sur des résidus radioactifs détectés dans les terrains de jeux, les jardins potagers et les terres agricoles de sa localité. En réponse, avec son mari et un petit groupe de parents, elle a entrepris des recherches sur l'industrie de l'énergie en Allemagne et a constaté que les citoyens n'avaient pas leur mot à dire dans les décisions relatives à la production d'énergie.

Le groupe a ainsi entrepris ce qui allait devenir un projet de dix ans, visant à prendre en charge le réseau local et permettre aux gens dans toute l'Allemagne de choisir une énergie sûre et produite durablement. Ce projet allait transformer Ursula, qui devint présidente de l'une des premières entreprises coopératives d'énergie verte en Europe.

Parallèlement, elle a lancé une entreprise qui fournit aujourd'hui de l'électricité à plus de 100 000 foyers et entreprises à travers le pays. L'objectif de la société est de fournir de l'énergie renouvelable à un million de clients d'ici 2015.

Nettoyer la rivière Surabaya

Prigi Arisandi, Indonésie - A Surabaya, la deuxième ville d'Indonésie, les usines et autres installations industrielles sont situées au bord de la rivière Surabaya. Depuis 1980, l'industrie rejette régulièrement des milliers de tonnes d'effluents toxiques dans le fleuve. Près de 96 % de l'eau potable de la ville vient de la rivière Surabaya mais des études récentes montrent que la concentration de mercure y est 100 fois supérieure à la limite fixée par l'Organisation mondiale de la Santé. Prigi Arisandi, biologiste et écologiste, a fondé l'Observatoire écologique et une réserve (Ecoton) pour protéger les ressources en eau et les écosystèmes des zones humides de l'Indonésie. Depuis 2000, il a inspiré des milliers de personnes à devenir des défenseurs de la rivière Surabaya. Il a créé le premier programme d'éducation environnementale de la région, éduquant le public par des excursions fluviales. Le Programme Arisandi de surveillance de la rivière, présent dans plus de 50 écoles, enseigne aux enfants à surveiller la qualité de l'eau et à transmettre leurs résultats au gouvernement. En outre, Ecoton a développé un réseau scolaire national pour la protection des rivières.

Bien que des lois pour l'environnement existent en Indonésie, en pratique, l'attitude habituelle du gouvernement provincial de Java-Est a été de ne pas intervenir. En 2007, P. Arisandi et Ecoton ont poursuivi le gouverneur de Java-Est et l'Agence provinciale de gestion de l'environnement pour leur manque de surveillance de la qualité de l'eau de la rivière Surabaya. En avril 2008, la cour provinciale a rendu un jugement faisant jurisprudence pour l'environnement : le gouverneur est tenu d'appliquer les règlements fixant une limite quotidienne maximale pour les rejets de substances toxiques dans la rivière et il doit mettre en place un système de surveillance pour en assurer le respect.

Protéger l'île de Sakhaline

Dmitriev Lisitsyn, Russie – Sur l'île de Sakhaline, au large des côtes d'Extrême-Orient russe, les intérêts publics et les multinationales exploitent à coup de bulldozer et de forage les importantes ressources pétrolières du secteur. Pendant ce temps, une zone sensible de reproduction des baleines grises du Pacifique Ouest, en voie de disparition, ainsi que la plus importante frayère à saumon de l'océan Pacifique sont menacées par les nouvelles exploitations massives.

Dmitry Lisitsyn, habitant de l'île de Sakhaline depuis 1989, s'est constamment préoccupé de l'environnement. En 1996, il rejoignit l'Observatoire de l'environnement de Sakhaline en tant que bénévole, et un an plus tard, il prit la tête de l'organisation. Au cours des quinze dernières années, D. Lisitsyn et cet observatoire sont devenus les plus grands défenseurs de l'environnement de la région.

Au début des années 1990, au moment du lancement de plusieurs projets pétroliers majeurs, D. Lisitsyn a entrepris de faire pression pour obtenir des réglementations plus strictes, pour plus de droits et d'avantages pour les communautés autochtones de l'île, et pour l'arrêt du rejet des déchets dans l'océan. Les efforts de D. Lisitsyn ont également abouti à l'annulation des projets de la compagnie Shell qui voulait construire des pipelines sous-marins dans les zones de répartition de la baleine grise du Pacifique Ouest.

D. Lisitsyn a fait campagne pour créer la Réserve naturelle de Vostochny sur la côte orientale de l'île de Sakhaline, qui a conduit en 2007 à la protection de 67 000 hectares de forêts, de frayères à saumon et de la zone marine adjacente. D. Lisitsyn et ses collègues ont depuis établi un partenariat entre la population locale, les agences gouvernementales concernées, l'association de pêche locale et des ONG, afin de mieux protéger l'île de Sakhaline.

Stopper la pollution d'une mine d'or

Francisco Pineda, Salvador – On estime que 90 % des eaux de surface du Salvador sont contaminées et que les réserves d'eau ne cessent de diminuer. Avec l'Accord de libre échange d'Amérique centrale (Aléac), on a vu au Salvador proliférer les exploitations minières qui représentent la plus grande menace pour l'approvisionnement en eau du pays.

Francisco Pineda, agriculteur, a fondé le Comité pour l'environnement de Cabañas, une association locale de bénévoles. Il s'était aperçu que le ruisseau irriguant ses récoltes avait cessé de couler, les pompes du géant minier canadien Pacific Rim siphonnant l'eau en amont pour ses mines d'or et d'argent. Ayant informé les responsables des collectivités locales de leurs préoccupations, F. Pineda et ses voisins s'entendirent répondre que l'exploitation minière allait continuer malgré les protestations locales.

F. Pineda et ses collègues du Comité pour l'environnement de Cabañas visitèrent des communautés luttant contre l'exploitation minière au Honduras, et constatèrent les terribles effets de l'empoisonnement chimique. De retour au Salvador, ils se mirent à éduquer les citoyens locaux en faisant du porte-à-porte et en organisant des réunions communautaires. Depuis le mouvement s'est accru pour inclure 26 localités et reçoit un soutien à l'échelle nationale.

Grâce en grande partie au leadership de F. Pineda, le gouvernement salvadorien n'a pas accordé à la Pacific Rim l'autorisation d'extraction nécessaire pour poursuivre son projet, et l'entreprise a réduit sa zone d'exploration active de 50 %. Mais cette victoire n'est peut-être que temporaire. La Pacific Rim réclame 100 millions de dollars en justice en vertu de l'Aléac, affirmant que le Salvador viole l'accord en stoppant les projets de l'entreprise. La date de l'audience n'est pas encore fixée, mais il est prévu que l'affaire se poursuive en 2011.

A la recherche d'une justice environnementale

Hilton Kelley, Etats-Unis – Situé à proximité des installations de huit compagnies pétrochimiques et de traitement de déchets dangereux, le quartier Ouest de Port-Arthur (Texas), en grande partie afro-américain, enregistre certains des plus hauts niveaux de rejets atmosphériques toxiques de tout le pays. Le taux d'asthme et de cancer est parmi les plus élevés dans l'Etat, tandis que les niveaux de revenu de la population sont parmi les plus bas.

Hilton Kelley est né et a grandi dans le quartier Ouest de Port-Arthur. Il a passé plusieurs de ses premières années dans une cité HLM située le long de la ligne de clôture de la raffinerie de pétrole Motiva. Un passage dans l'US Navy l'a amené à la baie de San Francisco, où il a travaillé en tant que cascadeur et acteur. Au cours d'une visite à domicile en 2000, vingt et un ans après avoir quitté Port-Arthur, H. Kelley s'est aperçu que la population souffrait de la pollution industrielle, se trouvait aux prises avec la criminalité et au bord de l'effondrement économique total. H. Kelley a compris alors que sa véritable vocation était de revenir pour aider à reconstruire sa ville natale.

Selon lui, les questions économiques et sociales de Port-Arthur ne pourraient être traitées que si les problèmes environnementaux étaient réglés en premier. Il a appris tout ce qu'il pouvait sur les politiques régissant la pollution industrielle et est devenu le leader du mouvement local pour nettoyer Port-Arthur. Il a créé sa propre organisation, l'Association citoyenne pour le développement et entrepris la formation de résidents locaux pour surveiller la qualité de l'air.

En 2006, la société Motiva a annoncé qu'elle allait étendre ses installations de Port-Arthur afin qu'elles deviennent la plus grande raffinerie de pétrole du pays. Suite à une vaste campagne de sensibilisation et de défense organisée par H. Kelley, Motiva a installé un équipement de pointe pour réduire les émissions nocives. H. Kelley a négocié un accord de « bon voisinage » désormais célèbre avec Motiva qui offre une couverture santé pour les habitants du quartier Ouest pour trois ans et crée un fonds de 3,5 millions de dollars pour aider les entrepreneurs locaux à lancer de nouvelles entreprises.

Protéger le rhinocéros noir

Raoul du Toit, Zimbabwe – Face à la diminution de son habitat et à la menace permanente du braconnage, les rhinocéros noirs d'Afrique restent fortement menacés d'extinction.

Après avoir subi un braconnage dévastateur fin des années 1980, les rhinocéros ont été déplacés vers des zones dans le sud du Zimbabwe ; ils constituent une espèce reine pour la conversion de fermes d'élevage en zones de conservation de la faune. Il s'ensuivit une croissance importante de la population de rhinocéros.

Cependant, en 2000, le gouvernement a lancé une politique foncière radicale permettant l'expansion de l'agriculture de subsistance dans les zones de conservation. La réduction des forces de l'ordre dans ces zones entraîne une forte augmentation du nombre de rhinocéros abattus par des braconniers.

Raoul du Toit a été une figure centrale dans le développement des réserves de rhinocéros dans les années 1990 ; il est resté au Zimbabwe pour soutenir ces projets dans la période agitée des années 2000. Aujourd'hui, 350 rhinocéros noirs se trouvent dans la région du Lowveld, grâce aux initiatives que R. du Toit a coordonnées. Lui et sa petite équipe travaillent actuellement à surveiller les rhinocéros, soigner leurs blessures, accentuer les efforts pour lutter contre le braconnage, et sensibiliser la population à la nécessité de préserver les rhinocéros.

Sources : GoldmanPrize.org
Thématiques : environnement
Rubrique : Divers